

Fiche d'information
LES MUTILATIONS GENITALES FEMINIENES EN REPUBLIQUE DE GUINEE »

Les mutilations génitales féminines constituent des pratiques traditionnelles profondément enracinées dans les coutumes et traditions des sociétés africaines en général et de la société guinéenne en particulier. Elles demeurent à l'égard des filles et des femmes une forme de violence dont les graves conséquences physiques et psychologiques ont des effets néfastes sur leur santé.

En Guinée, l'excision est pratiquée dans toutes les régions quelque soit leur niveau de développement socioéconomique.

Selon les résultats de l'Enquête Démographique et de Santé (EDSIII), 96 % des femmes et des jeunes filles ont subi la pratique. Parmi elles, la quasi totalité des femmes en âge de procréer. Les MGF/E concernent les tranches d'âges suivantes : petite enfance (34% ; enfants de 5 à 9 ans (32%) ; enfants de 10 à 14 ans (27%) ; jeunes filles/femmes de 15 ans et plus (3%).

En dépit des programmes de sensibilisation mis en œuvre ces dernières années, ceux qui soutiennent le phénomène sont encore nombreux, se fondant essentiellement sur son caractère initiatique et social. Pendant longtemps l'excision a été considérée dans la société comme un processus de socialisation conduisant les filles à l'apprentissage de la vie en communauté et au respect de la hiérarchie sociale. Mais aujourd'hui, force est de reconnaître que les rites liés à cette pratique sont réduits à de simples actes chirurgicaux.

1. Quelques dates ou actions repères

La volonté politique du Gouvernement Guinéen s'est affirmée et matérialisée, depuis les années 90 notamment par :

- La Déclaration en 1985 du Comité Militaire de Redressement National (CMRN) interdisant les MGF;
- L'adoption de la loi L /010/2000 du 10 juillet 2000 portant Santé de la Reproduction en République de Guinée qui réprime particulièrement les violences faites aux femmes et aux enfants dont les MGF, l'exploitation de la prostitution, les Pratiques traditionnelles néfastes, la pédophilie;
- La participation de la Guinée à plusieurs rencontres régionales et internationales relatives aux MSF dont entre autres :
 - Dakar 1994 organisée par le Comité Interafricain (CI-AF) sur les MGF ;
 - Ethiopie 2003 sur Tolérance Zéro aux MGF ;
 - La conférence régionale de l'Afrique de l'Ouest et du centre tenue à Lomé – Togo en 2000 sur la protection des droits de l'enfant et des femmes ;
 - l'Atelier d'Abuja (Nigeria) sur le plan stratégique relatif à la violence à l'égard de la femme dans la sous région CEDEAO, en mars 2006.

2. Sur le terrain: Plusieurs stratégies ont été développées sur le terrain par le Gouvernement, ses partenaires au développement et les organisations de la société civile intervenant dans le domaine, dans le cadre de la lutte contre cette pratique,

- Le lancement du plan d'action régional pour accélérer l'élimination des mutilations génitales féminines par l'OMS en 1997 ;
- L'élaboration d'un plan stratégique décennal (2003 -2013) harmonisé avec le plan mondial conformément aux recommandations de la Conférence Internationale tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) en Février 2003 sur le thème « Tolérance zéro aux MGF » ;
- La réalisation d'émissions radiophoniques et Télévisées et la production d'articles sur les MGF ;

- la célébration depuis 2002, de la journée internationale de lutte contre les MGF, le 6 février de chaque année.
- La formation des journalistes et communicateurs en Juin 2008. *(L'objectif poursuivi était d'outiller ces journalistes et communicateurs en vue de véhiculer les messages et faciliter le dialogue social en matière de lutte contre les MGF/E)*
- Le lancement du programme conjoint UNFPA/ UNICEF sur les Mutilations Génitales Féminines/ Excision (MGF/E), en Juin 2008 d'un montant de 400 000 \$. *(Ce programme, est financé par le Fonds global, a pour but de diminuer de 40%, l'actuelle prévalence des MGF/E dans 17 pays durant les 5 ans à venir dont la Guinée)*

3. Perspectives 2009 Mentionnons qu'un atelier d'élaboration du plan national harmonisé sur les MGF/E sous la coordination de la Promotion Féminine va se tenir dans les prochains jours. Il va notamment déboucher sur un plan harmonisé des interventions sur les MGF/E et la mise en place d'un cadre national et consensuel de coordination, de suivi et évaluation et de capitalisation des données pour l'accélération de l'abandon des MGF/E en guinée.

4. Partenariat Pour l'heure, le cadre multisectoriel de concertation en matière de MGF/E compte des structures telles que:

- Structures Etatiques** (Ministère des Affaires Sociales et de la promotion féminine et de l'Enfance, le Ministère de la Santé),
- SNU** (OMS, UNFPA, UNICEF)
- Partenaires techniques bilatéraux** (GTZ)
- ONGs internationales** (Plan Guinée, PSI), ONGs nationales (CPTAFE, TOSTAN).

(Compilé par M.A.Badarou/UNICEF/Guinée)

DE LUTTE CONTRE LES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES /EXCISION (MGF/E)

Le programme conjoint UNFPA/UNICEF financé par le Fonds Mondial¹, a pour objectif de réduire de 40% l'actuelle prévalence des Mutilations Génitales Féminines /excision MGF/E durant les 5 ans (2008-2012) dans les 17 pays suivants : **Burkina Faso, Djibouti, Egypte, Erythrée, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Kenya, Mali, Mauritanie, Sénégal, Somalie, Soudan, Tanzanie et Uganda.**

Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) travailleront de façon conjointe, en collaboration avec le Ministère des Affaires Sociales, de la Condition Féminine et de l'Enfance (MASCFE) dans le but d'accélérer l'abandon des Mutilations Génitales Féminines /Excision en Guinée d'ici 2012.

Il s'agira de saisir les opportunités des dynamiques sociales actuelles pour accélérer l'abandon des MGF/E dans les communautés identifiées. Pour ce faire, 4 stratégies principales sont identifiées :

- 1) Le plaidoyer pour obtenir le soutien d'un noyau de personnes influentes qui décident d'abandonner et/ou de faire abandonner la pratique néfaste de l'excision ;
- 2) la mobilisation sociale des responsables et membres des ONG, associations et autres organisations à base communautaire pour encourager, faciliter et surtout, maintenir de nouveaux comportements en créant ainsi un mouvement puissant de rupture avec les normes traditionnelles de pratique des MGF/E ;
- 3) la communication pour les changements de comportements pour apporter des connaissances, créer des aptitudes et adopter des pratiques souhaitées chez les individus ou groupes d'individus ciblés ;
- 4) développer un partenariat fort avec le Gouvernement (notamment les ministères clés concernés), les principaux intervenants et les leaders d'opinion guinéens à tous les niveaux (autorités administratives, élus locaux, chefs religieux, les médias, les organisations de la société civile, de l'éducation, les secteurs de la santé...). Ces partenaires permettront une meilleure diffusion des connaissances acquises et créeront un environnement propice pour permettre un changement de comportement collectif contre les Mutilations Génitales Féminines /Excision.

Objectif global :

- Contribuer à l'accélération de l'abandon des MGF dans 17 pays Africains d'ici 2012.

Résultats attendus globalement

- Le processus d'abandon des MGF est accéléré dans les 17 pays couverts par le programme, avec au moins un pays déclaré « sans MGF » à la fin du programme.
- Les efforts des communautés et des pays déjà identifiés comme prometteurs pour conduire à une transformation sociale positive sont développés et constituent un mouvement à grande échelle, à l'intérieur et à l'extérieur des pays.

Produits attendus globalement durant les 5 ans

- Décret et application effective de la législation contre les MGF
- Dissémination des connaissances sur les dynamiques socioculturelles des MGF
- Collaboration avec les partenaires clés du développement global sur un cadre commun pour l'abandon des MGF
- Des données fiables pour les programmes et politiques
- Consolidation des partenariats existant et création de nouveaux partenariats
- Développement d'un réseau de leaders religieux pour le plaidoyer en faveur de l'abandon des MGF
- Campagnes médiatiques accentuées sur le processus d'abandon des MGF en Afrique au Sud du Sahara, au Soudan et en Egypte.
- Meilleure intégration de l'implication des MGF dans les stratégies SR
- Bâtir un soutien des donateurs pour une mise en commun des ressources en faveur d'un mouvement global pour l'abandon des MGF